



AU-COL-180913

Montréal, 19 septembre 2013

ASSASSINAT DU LEADER DU MOUVEMENT RIOS VIVOS ANTIOQUIA, NELSON GIRALDO POSADA

Dr **ASSAD JOSE JATER PEÑA**, Direction des Droits Humains et DIH, Ministre des Relations Extérieures

Dr **MARIA PAULINA RIVEROS DUEÑAS**, Direction des Droits Humains et DIH, Ministre de l'Intérieur

Dr **ANDRES VILLAMIZAR PACHÓN**, Directeur de l'Unité National de Protection

Dr **CAROLINA ORTIZ**, Coordinatrice des Mesures Préventives, Unité National de Protection

Dr **ALMA BIBIANA PÉREZ**, Directrice du Programme, Présidence du DH et DIH

Dr **ALEJANDRO ORDOÑEZ MALDONADO**, Procureur Général de la Nation

Dr **JORGE ARMANDO OTALORA**, Défenseur du Peuple

Dr **GONZALO GOMEZ ESCOBAR**, Sujets Internationaux, Ministère Général de la Nation

Monsieur/Madame:

Le **Comité pour les droits humains en Amérique Latine (CDHAL)**, organisme canadien qui, depuis 1976, se charge de surveiller la situation des droits humains en Amérique Latine, a appris la terrible nouvelle de l'assassinat du leader du mouvement *Ríos Vivos*, **NELSON GIRALDO POSADA**.

Selon les informations que nous avons reçues, le corps de Nelson Giraldo a été retrouvé avec des signes visibles de violence au bord de la Rivière Cauca, égorgé et atteint de balles dans le torse et dans les jambes.

Nelson Giraldo faisait partie du groupe de déplacéEs de la municipalité d'Ituango qui, depuis six mois, sont réfugiéEs dans le Colisée de l'Université d'Antioquia à cause du mégaprojet *Hidroituango* et du conflit armé généralisé le long de la zone d'influence de ce mégaprojet hydroélectrique. Ces gens se sont vus forcés au déplacement pour leur opposition à ce projet, et privé de leur milieu de travail et de leur source de subsistance.

Nous considérons très grave que cet assassinat soit survenu une semaine après que la Cours de Justice Supérieure de Medellin se soit prononcée sur la sollicitude de protection collective que les affectéEs avaient demandée à plusieurs reprises. Face aux menaces à la vie et à l'intégrité physique reçues à plusieurs reprises chez les membres du mouvement *Ríos Vivos*, le juge a ordonné le 9 septembre dernier de solutionner à l'intérieur de 6 jours les demandes de protections.

Doutant les faits, nous déplorons que ces moyens de protections ne furent jamais établis.

Pour tout ce qui fût exposé et constatant le danger auquel font face les déplacéEs d'Ituango et les membres du mouvement *Ríos Vivos*, nous **exigeons** que :

- **Soit enquêter l'assassinat de Nelson Giraldo Posada, condamnant les responsables matériels et intellectuels,**

- **Soit établis des moyens de protections collectifs pour les déplacéEs, et à tou(te)s les membres du mouvement *Ríos Vivos Antioquia*,**
- **Soit satisfait les besoins humanitaires des déplacéEs, de même que soit assuré leur retour avec des garanties effectives.**

Pour notre part, nous suivrons de près la conduite des fonctionnaires responsables de ce cas et serions reconnaissants de recevoir une réponse des actions qui s'entreprendront afin de satisfaire les dénonciations et demandes.

Attentivement,

Comité pour les Droits Humains en Amérique Latine (CDHAL)
Montréal – Québec